

La force d'un réseau au service de l'environnement et du développement durable

Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement

RAPPORT ANNUEL

2014-2015



Rapport annuel 2014-2015 : sommaire

Mot de la présidente et du directeur général.....	1
Le RNCREQ	2
Le conseil d'administration	4
La vie associative	5
Communications et relations publiques.....	7
Les CRE	8
Grands dossiers : projets et partenariats	12
Représentations et influence	18
Annexe 1 : Activités de représentation	20
Annexe 2 : Communiqués de presse.....	23
Annexe 3 : Répertoire des CRE.....	27



Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement

Mot de la présidente et du directeur général

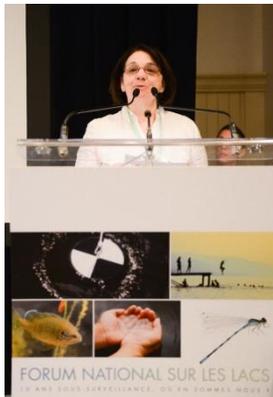
Après trois ans de mandat, c'est encore avec enthousiasme que je témoigne de la vitalité de notre Regroupement. Au cours de cette année, malgré les difficultés sur notre chemin, nous avons travaillé avec beaucoup d'énergie à continuer de faire connaître les enjeux environnementaux. Encore une fois, je tiens à rappeler que la protection de l'environnement est un investissement pour les générations futures et que nous ne devons pas ménager nos efforts pour faire du Québec une société en santé.

Nous connaissons actuellement un contexte de transformations des structures et des instances régionales, et il est d'autant plus important que les CRE continuent d'être la voix régionale en matière d'environnement et de développement durable. Je crois fermement qu'il est essentiel que nous ayons dans chaque région des espaces de concertation et de gestion intégrée des ressources qui répondent aux besoins des acteurs du milieu.

Le RNCREQ est de plus en plus présent sur la scène environnementale et porte sur de nombreuses tribunes sa vision d'un développement durable. Je pense notamment à nos multiples représentations à diverses tables et comités consultatifs. La contribution de tous les CRE au sein de notre organisation est primordiale. La diversité et la solidité de notre expertise, conjuguées à notre approche constructive, nous permettent une reconnaissance par les décideurs. Je tiens à ce titre à souligner le travail des responsables des comités thématiques du RNCREQ, qui alimentent notre réflexion, analysent l'actualité et font entendre nos positions à des consultations publiques, en plus de siéger à de nombreuses tables de travail.

Enfin, je remercie toute l'équipe du RNCREQ, en particulier notre directeur Philippe Bourke, ainsi que tous les membres du conseil d'administration et tous les bénévoles qui siègent aux CA des CRE. Grâce à leur engagement soutenu, nous pouvons espérer une société meilleure, nous pouvons envisager de vivre dans un environnement plus sain.

Monique Laberge



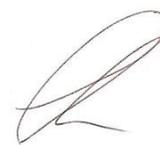
Dans quelques semaines, j'amorcerai ma 20^e année à la barre du RNCREQ. Quels progrès fulgurants depuis! Je ne parle pas uniquement de celui des technologies de l'information qui a radicalement changé la manière et la capacité d'échanger entre nous, même si c'est un élément névralgique pour un réseau comme le nôtre. Je me rappelle encore, au tout début, les nombreuses heures passées à côté du fax pour transmettre aux seize CRE une lettre importante que le ministre nous adressait.

Le progrès qui m'importe ici, c'est la formidable reconnaissance que les CRE ont acquise au fil du temps. Celle-ci renforce considérablement la résilience dont nous devons faire preuve pour affronter les obstacles qui entravent l'accomplissement de notre mission. Et c'est grâce à la contribution significative de tous les membres de la grande famille des CRE (employés, bénévoles, partenaires, sympathisants) que cette notoriété grandit. C'est d'autant plus stimulant de travailler à toujours accroître cette reconnaissance, et de bâtir durablement sur ces assises et sur les occasions de développement qui en découlent.

Ce qui est encore plus motivant, c'est de constater à quel point les interventions des CRE et du RNCREQ ont désormais de l'impact. Nous faisons de plus en plus la différence. Pas que nos arguments sont plus rigoureux et pertinents, ils l'ont toujours été et nous nous faisons un devoir de préserver cette richesse. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils rejoignent davantage les bonnes personnes et qu'ils ont davantage de poids en raison du pouvoir d'influence accru des CRE et du RNCREQ.

Merci à tous ceux qui se dévouent jour après jour pour notre formidable réseau.

Philippe Bourke



La force d'un réseau au service de l'environnement et du développement durable pour le mieux-être collectif

Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) est un réseau d'acteurs engagés dans la protection de l'environnement et dans la promotion du développement durable sur l'ensemble du territoire québécois : les conseils régionaux de l'environnement (CRE).

Le RNCREQ est reconnu comme interlocuteur privilégié du gouvernement sur les questions environnementales et il intervient dans la plupart des grands dossiers : aires protégées, biodiversité, changements climatiques, développement durable, eau et protection des lacs, milieux humides, énergie, foresterie, matières résiduelles, mines, transport et aménagement du territoire.

Seule organisation qui peut offrir une aussi vaste perspective environnementale au Québec, le RNCREQ se distingue par :

- son **enracinement dans le milieu** et sa présence dans toutes les régions,
- son **approche constructive** axée sur les solutions,
- l'**expertise riche et diversifiée** de ses membres, branchés sur les enjeux locaux et nationaux,
- son **rôle de veille**, de vigie et de suivi continu sur l'ensemble des grands enjeux environnementaux québécois,
- son **rôle de catalyseur**/entremetteur, ainsi que son rôle d'influence auprès des décideurs pour faire avancer les dossiers environnementaux,
- son **réseau de partenaires privilégiés** et prestigieux pour la réalisation de projets fédérateurs et mobilisateurs.

BUT Protéger l'environnement et promouvoir le développement durable dans une perspective de défense de l'intérêt public.

MISSION Renforcer le réseau des conseils régionaux de l'environnement et les interactions entre eux, développer des partenariats stratégiques et des projets porteurs, représenter ses membres et faire connaître leurs positions.

VISION Être reconnu auprès des décideurs et des acteurs-clés, comme un leader incontournable en matière d'environnement et de développement durable grâce à la force et à la cohésion de son réseau, à la rigueur de ses interventions et à son approche constructive axée sur les solutions.

VALEURS Démocratie, équité, solidarité, intégrité et respect

Ressources humaines

L'équipe du RNCREQ en 2014-2015 :

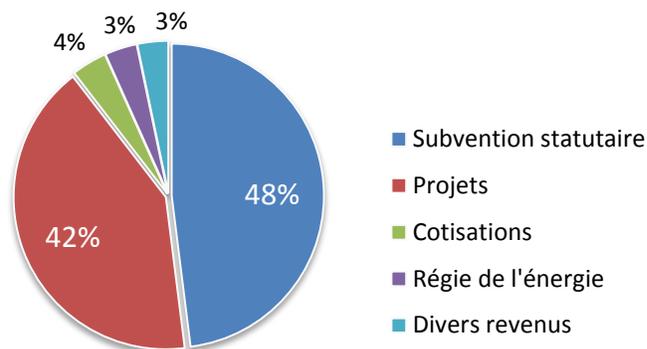
- Philippe Bourke, directeur général
- Isabelle Poyau, coordonnatrice
- Cédric Chaperon, responsable énergie et changements climatiques
- Anne-Marie Gagnon, responsable des communications
- Maryève Charland-Lallier, chargée de la mobilisation, avril à août 2014
- Sarah Bensabri, recherchiste et rédactrice, algues bleu-vert, mars 2015
- Andrea Vallejo, analyste et recherchiste, été 2014



Le RNCREQ offre à ses employés permanents le programme d'assurances collectives du Regroupement loisirs et sport Québec / Centre québécois de services aux associations, ainsi que le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes.

Financement

Le RNCREQ est financé en partie par la cotisation de ses membres et par une subvention statutaire du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Pour l'exercice 2014-2015, outre le MDDELCC, ses partenaires financiers sont le Centre québécois d'action sur les changements climatiques (CQACC) et le mouvement Desjardins. Le RNCREQ reçoit aussi des honoraires pour ses représentations à la Régie de l'énergie.



Maison du développement durable

Les bureaux du RNCREQ sont situés dans la Maison du développement durable au centre-ville de Montréal. Édifice exemplaire en matière de bâtiment durable, la Maison a été officiellement certifiée **LEED Platine NC** et devient ainsi la première nouvelle construction québécoise à atteindre ce niveau d'excellence. Le RNCREQ partage sa fierté avec sept autres organisations engagées dans ce projet depuis plusieurs années.

La Maison du développement durable est un OBNL géré équitablement par ses huit membres, qui se sont donnés pour mission de faire de ce lieu modèle un véritable centre de ressources sur le développement durable. Pôle de rencontres, de réflexion et d'innovation, la Maison présente chaque saison une impressionnante programmation de débats, panels, conférences, projections publiques et activités culturelles et artistiques.

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration du RNCREQ est composé de dix-sept membres, soit un-e représentant-e de chaque CRE, et la présidence.

Le conseil d'administration 2014-2015 :

- **Monique Laberge**, présidente du CRE du Saguenay-Lac-Saint-Jean : présidente;
- **Karine Malenfant**, présidente du CRE Bas-Saint-Laurent : première vice-présidente, responsable des relations avec les régions, jusqu'en septembre 2014;
- **Caroline Duchesne**, directrice générale du CRE de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine : secrétaire, puis première vice-présidente, responsable des relations avec les régions;
- **Sébastien Caron**, directeur général du CRE de la Côte-Nord : vice-président aux enjeux thématiques;
- **Gilles Dubois**, président du CRE de Montréal : vice-président aux enjeux stratégiques;
- **Gilles Côté**, directeur général du CRE de Lanaudière : secrétaire, puis secrétaire-trésorier;
- **Alexandre Turgeon**, directeur général du CRE de la région de la capitale nationale;
- **Bruno Gadrat**, vice-président du CRE de la Montérégie;
- **Gilles Brochu**, président du CRE du Centre-du-Québec;
- **Guy Lessard**, président du CRE de Chaudière-Appalaches;
- **Guy Garand**, directeur général du CRE de Laval;
- **Jacinthe Châteauvert**, présidente du CRE de l'Abitibi-Témiscamingue;
- **Luce Balthazar**, directrice générale du CRE Bas-Saint-Laurent – à partir de septembre 2014;
- **Maurice Poudrier**, président du CRE de la Mauricie;
- **Michel Lalonde**, président du CRE des Laurentides;
- **Pierre Morency**, président du CRE de l'Estrie;
- **Riccardo Rossi-Ricci**, président du CRE de l'Outaouais;
- **Tommy Tremblay**, directeur général du CRE du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Deux observateurs assistent en outre aux réunions du comité exécutif :

- **Anne Léger**, directrice générale du CRE Laurentides
- **Vincent Moreau**, directeur général du CRE de la Montérégie

Les rencontres du conseil d'administration ont eu lieu à Mont-Tremblant le 14 juin 2014, à Montréal, le 9 novembre 2014 et à Québec le 29 mars 2015.

Le comité exécutif s'est pour sa part réuni à neuf reprises au cours de l'exercice.

La vitalité de la vie associative du Regroupement des CRE est basée sur des rencontres, des formations, des travaux de comités thématiques et des outils de communication interne proposés par le RNCREQ. Ces mécanismes d'échange assurent la saine gouvernance de l'organisme et légitiment les interventions du RNCREQ sur la scène nationale.

L'assemblée générale annuelle

L'Assemblée générale annuelle (AGA) a lieu chaque année dans une région différente. En 2014, elle s'est déroulée dans les Laurentides, à Mont-Tremblant, le 14 juin, au lendemain du Forum national sur les lacs.

L'AGA 2015 aura lieu sur la Côte-Nord, à Tadoussac, les 6 et 7 juin.

Deux rencontres annuelles

En plus de l'AGA, les CRE se rencontrent à l'automne et au début du printemps. Ces rencontres, qui se déroulent en marge des réunions du conseil d'administration du RNCREQ, permettent à tous les CRE, à raison de deux délégués par CRE (directeur/directrice et membre du conseil d'administration), de discuter des dossiers de l'heure, de partager leur expertise, de définir des orientations et des positions.

Les comités thématiques

Les comités thématiques du RNCREQ ont pour mission de suivre l'évolution des différents dossiers environnementaux, de réfléchir aux enjeux et de faire des recommandations pour les prises de position du Regroupement ou les résolutions du conseil d'administration. Ils sont composés de représentants des CRE qui possèdent une expertise spécifique sur ces grands enjeux. Ils permettent au RNCREQ d'être présent sur les tribunes nationales et d'être reconnu pour sa contribution rigoureuse.

Plusieurs comités ont été particulièrement actifs cette année :

- Énergie,
- Forêts et aires protégées,
- Mines,
- Protection des milieux naturels et des milieux humides,
- Gestion des matières résiduelles,
- Développement durable.

AGA 2014 à Mont-Tremblant



Formation et transfert d'expertise

Atelier sur les rôles et responsabilités d'un conseil d'administration

Dans un but d'amélioration continue et d'acquisition de connaissances à transférer dans chaque CRE, le RNCREQ a organisé un atelier sur les rôles et responsabilités d'un conseil d'administration. Martine Sauvageau, formatrice du Centre Saint-Pierre, a donné un atelier stimulant et éclairant aux administrateurs et administratrices du RNCREQ le 8 novembre 2014.

Soutien à la planification stratégique

Dans un souci de transfert d'expertise et afin d'assurer une cohérence dans le développement des CRE, Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, a soutenu le CRE Abitibi-Témiscamingue dans l'élaboration de sa planification stratégique.

Communications internes

Bulletin « 15 minutes »

Depuis 2007, le RNCREQ publie le « 15 minutes », un bulletin hebdomadaire destiné à ses membres, envoyé à tous les employés des CRE. Il présente des nouvelles de la permanence, des nouvelles des CRE ainsi que des informations pertinentes du milieu environnemental. Cet outil permet aussi un partage d'informations systématique et contribue au sentiment d'appartenance au réseau. Il est d'ailleurs très apprécié de ses lecteurs qui estiment, selon un sondage interne, qu'il s'agit d'un outil résolument utile, puisqu'il donne des informations qu'il serait difficile d'obtenir autrement et favorise une meilleure connaissance des projets et préoccupations propres à chaque CRE.

Le « 15 minutes » a été publié **41** fois cette année.

Intranet

L'intranet du RNCREQ regroupe les outils pour les différents projets d'envergure nationale, des informations sur les dossiers en cours et des ressources pour soutenir les CRE dans leurs démarches, leurs projets et leur fonctionnement. On y trouve des outils de communication et de gestion internes notamment le *Guide des bonnes pratiques en communication* réalisé en 2014.

Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement

Le « 15 minutes »

Numéro 304 - 29 mai 2015

Des nouvelles du RNCREQ

ÉVÉNEMENT | Table ronde sur les changements climatiques et la santé
La table ronde « Le coût de l'inaction en changements climatiques au Québec : quelques milliards en santé seulement... », en partenariat avec le Consortium Ouranos, l'Institut national de santé publique du Québec et la Maison du développement durable, a eu lieu le mardi dernier. Animée par la journaliste scientifique Valérie Borde, la table ronde était composée de Caroline Larrivée, chef d'équipe du groupe Vulnérabilités, impacts et adaptation à Ouranos, Pierre Ousselin, de la Direction de la santé environnementale et de la toxicologie de l'INSPQ, et Emmanuel Rondia, responsable campagnes Espaces verts et milieux naturels au CRE de Montréal.
Grâce à [ComClimat](#), l'événement était webdiffusé en direct.
Les trois présentations sont accessibles [ici](#). Vous êtes particulièrement invités à découvrir le projet ILEAU du CRE-Montréal (interventions locales en environnement et aménagement urbain).

RAPPEL | Webinaire sur « SADIEC », un outil d'aide à la décision en matière de GMR
N'oubliez pas de vous inscrire à la formation sur l'outil logiciel « SADIEC » par la COOP ASEPS qui aura lieu mardi 16 juin de 10 h à 11 h 30. Avant le 4 juin : isabelle.poyau@rncreq.org.

À NOTER | AGA du Regroupement
L'AGA du RNCREQ aura lieu à Tadoussac la fin de semaine prochaine. Un ou deux représentants de chaque CRE seront présents ainsi que la permanence du RNCREQ. Notez que le « 15 minutes » fera relâche le vendredi 5 juin.

Des nouvelles des CRE

CREAT | MISEZ sur l'écono-conduite en Abitibi-Témiscamingue
Le CRE d'Abitibi-Témiscamingue est ravi d'apprendre l'approbation de financement d'un nouveau projet « MISEZ sur l'écono-conduite » par Environnement Canada qui s'inscrit dans les actions prioritaires à mettre en œuvre puisque le transport routier constitue un enjeu important pour la région. Ce projet vise à faire la promotion des outils et méthodes d'éconoconduite, tant auprès des individus que des entreprises. Après la diffusion d'information sur ces pratiques et des exemples de réussites, les conducteurs seront invités à suivre des formations sur le sujet. Le recours à un simulateur de conduite sera inclus dans certaines formations. MISEZ sur l'écono-conduite débutera en septembre prochain avec l'arrivée d'un nouveau chargé de projet au CREAT. À suivre !

L'infolettre du RNCREQ

Avec son infolettre, le RNCREQ rend publiques ses prises de position et annonce ses publications et ses événements. On y trouve aussi un lien vers le site [GaïaPresse](#). Né de l'initiative de la journaliste Denise Proulx et du RNCREQ, le portail web GaïaPresse réunit en un seul lieu virtuel les nouvelles francophones relatives à l'environnement au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. L'infolettre donne aussi des nouvelles des CRE afin de faire connaître leurs actions et leurs interventions.

Elle compte **665** abonnés et a été diffusée à **15** reprises, pour un total de plus de **60** nouvelles.

L'influence du RNCREQ

Le RNCREQ a été mentionné **119** fois dans les médias :

- 23** mentions dans la presse écrite,
- 12** mentions à la radio,
- 10** entrevues télévisées,
- 74** mentions dans l'actualité du web.

L'étude économique produite dans le cadre de la démarche Par notre PROPRE énergie « Vingt milliards de dollars de plus en six ans » a été mentionnée **43** fois dans les médias

La démarche

Par notre PROPRE énergie

723 mentions « J'aime » sur Facebook

1 732 abonnés sur Twitter

515 abonnés à l'infolettre



Le RNCREQ est suivi par **1 587** personnes sur Twitter [www.twitter.com/RNCREQ].

Le RNCREQ est mentionné **une fois par jour** en moyenne et a été « retweeté » directement environ **468** fois.

Philippe Bourke est quant à lui suivi par **922** personnes [www.twitter.com/PhilBourke].

Le site web

14 000 visites, pour une moyenne de **38** visites par jour.

9 400 visiteurs uniques, dont **65 %** sont de nouveaux visiteurs.

Au total, plus de **37 000** pages ont été vues, pour une moyenne de **3** pages par visite.

Conférence de presse

Dévoilement de l'étude économique « Vingt milliards de plus en six ans » à la Maison du développement durable le 28 octobre 2014



Photos : Lucie Bataille

Les CRE

Des acteurs dynamiques et issus du milieu dans seize régions du Québec

Présents partout sur le territoire québécois (à l'exception du Grand Nord), les seize conseils régionaux de l'environnement (CRE) interviennent en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement à l'échelle de chacune des régions. Par leurs actions, ils cherchent à intégrer les préoccupations environnementales dans les processus de développement régional.

Les CRE privilégient une approche constructive axée sur les solutions notamment par l'éducation, la sensibilisation et la concertation. Ils exercent un rôle de catalyseur et d'influence auprès des décideurs pour faire avancer les dossiers environnementaux.

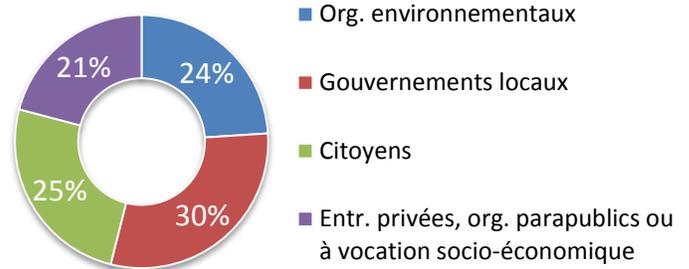
Organismes autonomes, issus du milieu, les CRE sont à l'écoute des réalités vécues partout au Québec. Ils mettent en œuvre des projets porteurs et mobilisateurs et sont reconnus pour la rigueur et la pertinence de leurs interventions, basées sur un travail de recherche et de réflexion rigoureux, avec le concours de nombreux partenaires. Au fil des années, les CRE ont développé une expertise et une capacité de mobilisation qui, non seulement, alimentent les consultations et les débats publics, mais leur permettent aussi de contribuer aux initiatives locales et d'accompagner les groupes de citoyens et les acteurs socioéconomiques (dont le monde municipal) dans leurs démarches pour un mieux-être collectif et un environnement sain.

Vie associative

Les CRE comptent plus de **1 300** membres répartis ainsi :

Plus de **200** administrateurs et administratrices contribuent activement à la vie associative des CRE. La moitié d'entre eux sont issus d'organismes environnementaux du milieu.

Ils se réunissent en moyenne **6,5** fois par an en conseil d'administration.



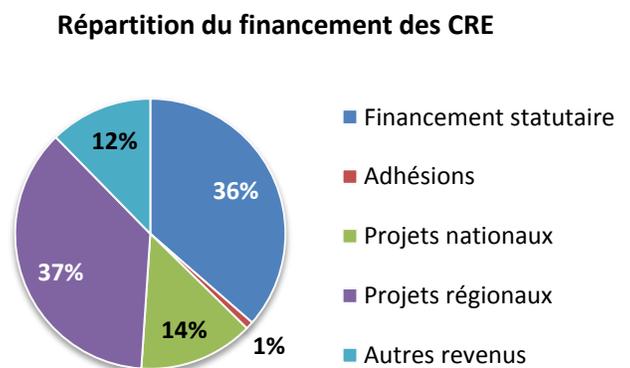
Ressources humaines

En 2014-2015, les CRE comptent **94** employé-e-s, dont **65** de façon permanente. Les deux tiers sont des femmes.

De plus, **120** bénévoles ont soutenu l'action des CRE au fil de l'année.

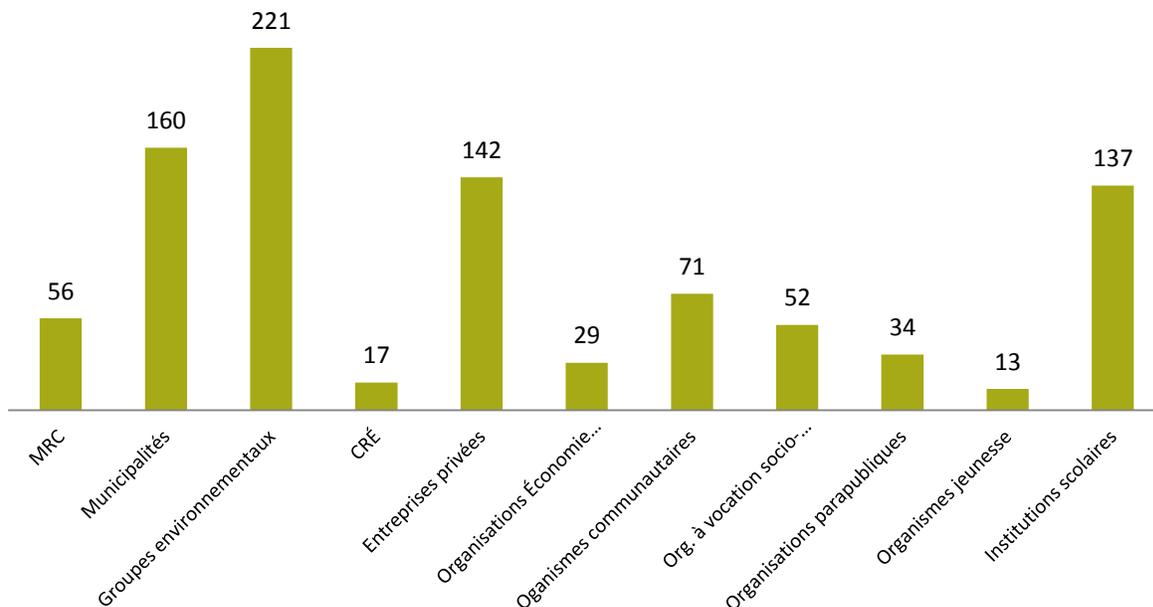
Financement

Les CRE reçoivent un financement statutaire du ministère de l'Environnement (MDDELCC) pour le soutien à leur mission. Outre les projets menés par tout le Regroupement (projets nationaux), chaque CRE obtient du financement pour des projets qu'il met en œuvre dans sa région (projets régionaux). Une part croissante des revenus des CRE provient des honoraires perçus pour des consultations ou des conférences.



Leurs partenaires

L'action des CRE se fait en collaboration avec près de **1 000** partenaires de milieux très divers.



Leur influence

Les CRE rejoignent **17 870** personnes et organismes via leur bulletin d'information, plus de **4 320** personnes aiment leur page Facebook plus de **7 600** personnes les suivent sur Twitter.

Ils ont été mentionnés **1 200** fois dans les médias.

Ils ont fait **287** interventions publiques, ont émis **204** communiqués, et ont déposé **34** mémoires.

Reconnaisances

- **Sept** CRE ont reçu ou renouvelé l'attestation niveau 3 du programme **ICI ON RECYCLE!** : Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Laval, Lanaudière.
- **Monique Laberge**, présidente du CRE Saguenay-Lac-Saint-Jean et présidente du RNCREQ, a reçu l'hommage des femmes en environnement décerné par le Réseau québécois des femmes en environnement. Cet hommage est remis à des femmes qui s'emploient de manière significative à la sauvegarde de l'environnement au Québec.
- **Gilles Côté**, directeur général du CRE Lanaudière, a reçu la médaille de l'Assemblée nationale des mains de son député. « Tout au long de sa carrière, Gilles Côté s'est distingué à la fois par son engagement social et environnemental », a expliqué André Villeneuve, député de Berthier. Monsieur Côté a pris sa retraite le 31 mars 2015.



Les réalisations des CRE

En plus des projets nationaux, tels que *Par notre PROPRE énergie* et la lutte contre les algues bleu-vert, dans lesquels ils se sont investis en mobilisant les acteurs régionaux, les CRE ont réalisé **plus d'une centaine de projets régionaux**. Chaque CRE est particulièrement fier des réalisations suivantes.

Bas-Saint-Laurent

Réalisation du portrait de la biodiversité en milieu agricole

Publication de la « **Stratégie de conservation 2015-2020 pour la forêt privée du Bas-Saint-Laurent** » [\[ici\]](#)

Publication du **bottin des récupérateurs pour les ICI** du Bas-Saint-Laurent [\[ici\]](#)

Estrie

Création de l'organisme **Festivals et événements verts en Estrie [FEVE]**, pour des services d'événements écoresponsables

Bar des sciences « Le verre dans tous ses éclats! »

Forum « **Créer de la richesse avec les matières résiduelles : La gestion des matières organiques** »

Saguenay – Lac-Saint-Jean

Mise à jour du **Plan de prévention contre la prolifération des algues bleu-vert** au Saguenay –Lac-Saint-Jean

Programme d'éducation relative à l'environnement « **Pour une ERE Solidaire** » qui se déroule dans les écoles primaires

Mise en œuvre du **plan de directeur de l'eau de la Belle Rivière** en collaboration avec les municipalités de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix et Hébertville

Montréal

Park(ing) Day 2014 [\[ici\]](#)

Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal

Grande conférence publique avec Catherine Trautmann, ancienne mairesse de Strasbourg (France), sur l'aménagement urbain

Outaouais

Publication du **Guide des bonnes pratiques de gestion de résidus de CRD** [\[ici\]](#)

Projet « **Imagine Eddy** » pour lutter contre les îlots de chaleur

Concertation parmi les groupes en environnement

Capitale nationale

Mise en œuvre du projet « **Entre la terre et l'eau, un monde à protéger** » pour la protection volontaire de milieux humides en terres privées (projet mené quasi annuellement depuis 2002) [\[ici\]](#)

Journée de formation sur la gestion des matières résiduelles pour les ICI

Animation par le secrétariat du Comité de vigilance de l'incinérateur, du Comité de vigilance du lieu d'enfouissement technique et du Comité de vigilance des activités portuaires

Mauricie

« **Eau et municipalités : Savoir pour Savoir-faire!** » colloque organisé en collaboration avec le BVSM, la SAMBBA et l'OBVRLY

Projet « **Parcs comestibles** » pour accroître l'accès à des aliments frais et sains, et favoriser une meilleure intégration des résidents dans leur environnement et une meilleure compréhension des enjeux environnementaux

Poursuite du projet *Par notre PROPRE énergie*

Abitibi-Témiscamingue

Accompagnement de la municipalité de Taschereau dans la réalisation de son **Plan d'action d'aménagement de quartier durable**

Tournée de **formation L'ABC d'un aménagement riverain** auprès des municipalités des MRC d'Abitibi et d'Abitibi-Ouest

Mémoire présenté à la Commission sur les enjeux de la filière uranifère au Québec [\[ici\]](#)

Côte-Nord

Concertation et représentation des groupes environnementaux pour les démarches visant à **identifier des territoires à des fins de protection** et présentation du scénario retenu, au nom de la Table régionale sur les aires protégées, auprès de la CRRNT et de la CRÉ

Développement de la campagne d'amélioration des performances environnementales des PME de la Côte-Nord **ÉCO-PME**

Classification de quatre événements nationaux et régionaux majeurs en vertu de la norme **BNQ 9700-253** (événements responsables)

Laurentides

Organisation du 3e **Forum national sur les lacs**

Premier **forum régional sur la gestion des matières résiduelles**

Projet de **Coffre à outils du formateur pour la protection des lacs** avec le COBARIC

Centre-du-Québec

Conservation par l'intendance volontaire de **30 milieux humides** au Centre-du-Québec

Gestion intégrée des **corridors fauniques en territoire agricole**

Conservation par l'intendance volontaire de l'**habitat d'espèces en péril** au Centre-du-Québec

Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

Médiation et mise sur pied du **Comité environnemental de la cimenterie de Port-Daniel** (en collaboration avec le CQDE, Nature Québec et Ciment McInnis)

Création d'un **fascicule sur les conséquences de l'industrie des hydrocarbures** dans la région

Coordination des **comités ARUC-DCC** de Maria et Bonaventure (en collaboration avec l'UQAR) et supervision de la transition du comité de Maria vers sa forme actuelle : **Comité citoyen 3COM**

Chaudière-Appalaches

Mise en œuvre d'une **stratégie régionale de développement durable**

Priorité au secteur énergie : démarche *Par notre PROPRE énergie*, mémoire sur l'ÉES de la filière des gaz de schistes, veille des projets éoliens développés et de l'évolution du projet de Pipeline Énergie Est

Protection des écosystèmes par le biais de différentes études et projets, notamment la participation à l'étude visant l'augmentation de la superficie des aires protégées en région

Laval

Projets ruisseaux : développement d'une méthodologie pour l'inventaire et la caractérisation biochimique et biologique des ruisseaux de Laval

Plusieurs ententes de partenariat pour la promotion de la **gestion responsable des matières résiduelles dans les ICI** (Lange Bleu, ville de Laval, Courrier de Laval...)

Park(ing) Day 2014

Lanaudière

Jardinons la santé pour faire découvrir les bienfaits du jardinage aux élèves de 6^e année et du secondaire

Coordination du projet **transport actif écoresponsable Bécik Jaune** [ici]

Projet d'éducation relative à l'environnement **Découvrir, aimer, agir**

Montérégie

Relance des **prix Conscientia**, reconnaissance d'excellence en environnement et développement durable de la Montérégie

Coordination d'une campagne de **consultation publique** pour la Ville de Granby et élaboration du **Plan d'action pour l'avenir du lac Boivin**

Coordination de la démarche régionale *Par notre Propre Énergie* et amorce de la mobilisation régionale pour la réduction de notre dépendance aux carburants fossiles

Grands dossiers : projets et partenariats

Par notre **propre**
énergie

Mobiliser toutes les régions
pour réduire notre consommation de pétrole

Par notre PROPRE énergie est en effet une démarche unique de mobilisation nationale qui se déploie à l'échelle régionale. Elle mise sur l'engagement des organisations et des individus qui ont un pouvoir d'action et d'influence dans leur milieu, et qui ont à cœur le développement de leur région. Les CRE les réunissent au sein de Tables régionales qui permettent une compréhension commune des enjeux, basée sur un accès à de l'information crédible et bien documentée, et des échanges intersectoriels – et ce, en fonction des réalités propres à chaque région. Ensemble, coordonnés par les CRE, ils déterminent les axes stratégiques, identifient les actions les plus porteuses et planifient leur mise en œuvre.

Il s'agit donc d'une démarche structurée et à long terme dont les objectifs sont les suivants :

- Mobiliser les intervenants concernés;
- Promouvoir et favoriser des initiatives qui proposent des alternatives concrètes à l'utilisation du pétrole;
- Favoriser l'intégration des enjeux de consommation de pétrole dans les processus de développement locaux et régionaux;
- Mettre en œuvre des actions structurantes pour la réduction de la consommation de pétrole.

Ainsi, dans chaque région, il existe une Table régionale de la réduction de la consommation de pétrole ayant élaboré un plan d'action régional qui a contribué cette année à la mise en œuvre de projets structurants de réduction de la consommation de pétrole dans plusieurs secteurs : transport, aménagement du territoire, industries, agriculture...

Ainsi, ce sont plus de 55 projets structurants de réduction de la consommation de pétrole qui ont été amorcés partout au Québec, avec à la clé, des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

En plus de fournir aux CRE une panoplie d'outils pour les aider dans l'animation et la coordination de la démarche dans leur région, le RNCREQ fait la promotion de la démarche et des réalisations inspirantes en matière de réduction de la consommation de pétrole sur le site web www.par-notre-propre-energie.com et par le biais de Twitter www.twitter.com/PNPenergie (1 740 abonnés) et de la page Facebook www.facebook.com/ParNotrePropreEnergie (724 adeptes).



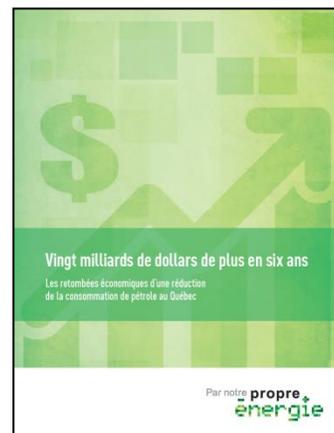
« *Vingt milliards de dollars de plus en six ans* »

Étude des retombées économiques d'une réduction de la consommation de pétrole au Québec

En novembre 2014, le RNCREQ a dévoilé une première étude portant sur les bénéfices économiques d'une réduction de la consommation de pétrole. L'étude révèle que le Québec, s'il réduisait de 16 % sa consommation de pétrole d'ici six ans dans le secteur des transports routiers, améliorerait significativement le solde de sa balance commerciale.

En effet, c'est 20 milliards de dollars en six ans qui, au lieu d'être envoyés à l'extérieur du Québec, stimuleraient l'économie d'ici, le développement régional, de même que la création d'emplois. On estime d'ailleurs à plus de 130 000 les emplois directs et indirects. En transformant leurs habitudes de consommation, les ménages québécois pourraient de leur côté réaliser des économies de 2 000 \$ à 4 000 \$ par année, soit suffisamment pour presque doubler le budget qu'ils accordent aux loisirs.

L'étude a été réalisée par le RNCREQ dans le cadre de la démarche *Par notre PROPRES énergie*. L'équipe de recherche chapeautée par Charles Séguin, professeur au département de sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), est composée de Renaud Gignac, économiste-conseil et auteur principal de l'étude, de même que par Gabriel Fournier Fillion, étudiant en gestion à l'UQAM. [\[télécharger\]](#)



Pour consulter l'étude *Vingt milliards de dollars de plus en six ans : les retombées économiques d'une réduction de la consommation de pétrole au Québec* et en savoir plus sur la démarche :

www.par-notre-propre-energie.com/etude.php

Par notre PROPRES énergie est rendue possible grâce au soutien financier du gouvernement du Québec, dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, et du Centre québécois d'action contre les changements climatiques.



Grands dossiers : projets et partenariats



Adaptation aux changements climatiques : sensibiliser, informer, transférer les connaissances

Alors que la réduction des émissions de GES est un enjeu planétaire, la gestion des risques climatiques relève d'une appropriation à l'échelle locale et régionale. Les acteurs régionaux sont appelés à jouer un rôle important pour limiter les impacts des changements climatiques dans leur région, mais ils se sentent encore rarement interpellés par ces enjeux et leurs connaissances en la matière sont souvent floues, notamment en raison de la multitude d'informations existantes.

Le RNCREQ a donc conçu un outil de communication qui vise à :

- diffuser une information utile, pertinente et concise, basée sur la science, les scénarios climatiques, et les réalités et vulnérabilités propres à chaque région ;
- faire le lien entre la science et les observations sur le terrain, entre ce que nous disent les recherches scientifiques et les réalités régionales concrètes ;
- sensibiliser les décideurs du secteur public et du secteur privé sur les risques probables et le rôle qu'ils peuvent jouer pour y faire face et s'adapter ;
- favoriser l'appropriation des enjeux d'adaptation à l'échelle régionale.

Avec la collaboration du consortium Ouranos, un regroupement de plus de 400 scientifiques et professionnels, dont la mission est de développer les connaissances en matière de climatologie régionale et de favoriser l'adaptation aux changements climatiques au Québec, le RNCREQ a produit des courtes brochures de quatre pages. Les seize brochures, une par région, « Faire face aux changements climatiques » récapitulent brièvement l'état des connaissances scientifiques, identifient les impacts probables au Québec et les secteurs vulnérables de chaque région, et interpellent les décideurs sur le rôle qu'ils ont à jouer.

[\[Consulter les brochures\]](#)

Faire face aux changements climatiques en ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, UNE RÉALITÉ INCONTOURNABLE

Les activités humaines provoquent l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) ce qui a pour effet de réchauffer de plus en plus l'atmosphère de la Terre. Cette hausse de température provoque dans le temps la déviation de 2011-2010 à d'ailleurs est la plus chaude enregistrée jusqu'à présent.

77% des scientifiques de la planète s'accordent pour dire qu'il y a bel et bien un réchauffement climatique et que ce phénomène est l'un des activités humaines.

Ces changements climatiques entraînent certains bouleversements responsables de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité d'événements météorologiques extrêmes et d'anomalies, dans les types à l'échelle de la planète : sécheresses extrêmes, pluies diluviennes, tempêtes tropicales, ouragans dévastateurs, etc.

Alors qu'il est évident que ces changements, il est primordial de continuer de passer des actions pour réduire sensiblement les émissions de GES. L'objectif étant de limiter à un maximum de 2 °C l'augmentation de la température du globe, ce qui nécessite de faire des efforts significatifs. De plus, il faut préparer des mécanismes de résilience de nos biens face aux conséquences d'un réchauffement climatique planétaire.

QUELS IMPACTS POUR LE QUÉBEC ?

Depuis 1970, les températures de surface moyennes ont augmenté de 1,25 °C dans le sud du Québec et les modèles climatiques prévoient une augmentation supplémentaire de l'ordre de 3 à 5 °C d'ici 2050. Ces hausses devraient se poursuivre dans le futur.

Certains changements sont déjà observés :

- une saison froide plus tardive et plus courte ;
- des hivers moins froids, avec une augmentation des cycles gel-dégel ;
- une saison chaude plus longue et davantage de journées très chaudes (jours de chaleur caniculaire) ;
- une prolongation de la saison propice aux orages et une augmentation des épisodes de fortes intenses ;
- une diminution du fond de neige et de la durée du couvert de neige, plus particulièrement dans les régions méridionales ;
- une augmentation de la quantité de précipitations d'hiver, mais moins de changements liés.

Ces changements compromettent d'entraîner des répercussions sur l'environnement naturel :

- des variations plus importantes des saisons d'été dans les régions qui pourraient se manifester par des crises soudaines (sécheresses/inondations) ;
- de l'incision croissante provoquée par une combinaison de facteurs, tels que la réduction du couvert de glace, la hausse du niveau de la mer et le dévissage de cycles gel-dégel ;
- des modifications de la répartition des espèces animales et végétales en raison des changements dans la longueur de la saison de croissance mais aussi des perturbations naturelles (sécheresses, tempêtes, ouragans, espèces envahissantes, etc.) ;
- des périodes d'influence en eau et d'assèchement du sol plus important en été ;
- la fonte du pergélisol dans le nord du Québec entraînant une augmentation des températures plus chaudes en hiver et plus chaudes en été ainsi qu'une augmentation des précipitations sous forme de neige et de pluie ;
- Sur la période 1962-2005, on a observé des hausses des températures annuelles moyennes variant entre 0,8 et 1,6 °C dans le sud du Québec (Poupart et al., 2008).

Historique des températures moyennes en été et en hiver pour la période 2001-2010 par rapport à 1971-2000.

Changement moyen de 0,6°C/mois en moyenne (0,6°C/mois) et en hiver (0,6°C/mois).

Source : Ouranos.

Ouranos a financé le projet de modification du climat du Québec (Québec) et l'élaboration de l'outil de planification des changements climatiques (OCC) pour les administrations de la province de Québec. Ce projet a été financé par le RNCREQ (Québec) et le RNCREQ (Québec) et le RNCREQ (Québec).

Des liens de données sont disponibles sur le Bureau de l'information et des statistiques de l'État du Québec.

Les enjeux spécifiques à la région de L'ESTRIE

Tourisme et plein air : des perturbations à prévoir

La viabilité des centres de ski en Estrie est vulnérable aux changements climatiques anticipés. La saison de ski 2011-2012 a enregistré une baisse de fréquentation de 8 %, causée entre autres par un début tardif de la saison hivernale et une vague de chaleur anormale en mars. Selon les scénarios climatiques moyens pour l'année 2050, un déclin de 15 à 25 jours d'activité pourrait être observé, lequel entraînerait 43 jours selon le scénario le plus pessimiste, par rapport à la moyenne 1998-2008. Le ski de fond et la pratique de la motoneige seront également particulièrement touchés.

Cependant, alors que des pertes pour les activités hivernales (ski, motoneige, raquettes, etc.) sont anticipées, des gains économiques pour les activités de la saison estivale (sentiers de golf, parcs nationaux, camps, parcs écotouristiques) sont attendus. Mais en absence de mesures d'adaptation aux impacts des changements climatiques, les gains estivaux risquent de ne pas être suffisants pour compenser les pertes hivernales.

Sécheresse et vagues de chaleur : des nuisances pour la population

Les changements climatiques seront très probablement responsables d'une hausse de la fréquence et de la durée des vagues de chaleur estivales. Ce phénomène est accentué dans un milieu très minéralisé (sols peu ou pas végétalisés) et qui présente de grandes étendues de surfaces absorbant la chaleur, comme les toits et les stationnements en asphalté, qui se réchauffent avec le temps et libèrent de la chaleur. Dans une ville comme Sherbrooke, on peut observer des températures jusqu'à 15 °C plus élevées dans les îlots de chaleur que dans d'autres secteurs de la ville. En plus de contribuer à la formation du smog et à la dégradation de la qualité de l'air, les îlots de chaleur peuvent entraîner de graves impacts sur la santé des citoyens : stress thermique, coups de chaleur, aggravation des symptômes du diabète, et augmentation des cas d'insuffisance respiratoire et de maladies cardiovasculaires. Ce sont les personnes les plus vulnérables (aînés, malades, jeunes enfants, etc.) qui sont les plus à risque dans ce genre de situation.

Forêt et agriculture : deux secteurs vulnérables

Les cycles de gel-dégel qui se sont raréfiés, entre autres, par les tempêtes de verges de janvier 1998 et décembre 2010, ont eu de nombreux impacts sur l'agriculture et la foresterie, notamment sur les amulettes, entraînant des pertes économiques considérables.

Par ailleurs, les périodes de sécheresse et de canicule plus fréquentes et plus intenses ainsi que les épisodes de fortes pluies ont un impact sur le rendement de la production agricole de la région, particulièrement pour le maïs et les cultures maraichères. Toutefois, le secteur agricole bénéficierait d'un allongement de la période de croissance, ce qui pourrait permettre plus d'une récolte par saison et la culture de nouvelles espèces.

Forêt et agriculture : deux secteurs vulnérables

Les cycles de gel-dégel qui se sont raréfiés, entre autres, par les tempêtes de verges de janvier 1998 et décembre 2010, ont eu de nombreux impacts sur l'agriculture et la foresterie, notamment sur les amulettes, entraînant des pertes économiques considérables.

Par ailleurs, les périodes de sécheresse et de canicule plus fréquentes et plus intenses ainsi que les épisodes de fortes pluies ont un impact sur le rendement de la production agricole de la région, particulièrement pour le maïs et les cultures maraichères. Toutefois, le secteur agricole bénéficierait d'un allongement de la période de croissance, ce qui pourrait permettre plus d'une récolte par saison et la culture de nouvelles espèces.

Sources et références : consultez le site www.rncreq.org/projets/adaptation.html

OURANOS

Fondsvert

Desjardins

Adaptation aux changements climatiques

Conférence :

« Mieux vaut prévenir que guérir : comment faire face aux changements climatiques »

Le 26 avril 2014, le RNCREQ a invité Liza Leclerc, du consortium Ouranos, auteure principale du second volet du cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Elle a présenté les conclusions du rapport qui traite des impacts, de l'adaptation et des vulnérabilités aux changements climatiques. Des représentants de divers secteurs ont ensuite pris la parole pour expliquer comment ces transformations sont prises en charge dans leur domaine d'activités, quels sont les défis qu'ils rencontrent et les solutions mises de l'avant.



Changements climatiques

Rencontre climat France-Québec

En mars 2014, le RNCREQ organise à la Maison du développement durable une activité de maillage sur les changements climatiques entre des acteurs de la France et du Québec. Plusieurs représentants de l'organisation française Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) étaient présents. Une quarantaine de participants français et québécois ont échangé sur leurs initiatives inspirantes en matière de transition énergétique, de lutte contre les changements climatiques et de développement durable.

À cette occasion, Catherine Potvin, professeure au département de biologie de l'université McGill, a présenté l'étude « Agir contre les changements climatiques » rédigée par un collectif de scientifiques et visant à engager un dialogue sur une vision pour un Canada sobre en carbone.

Rencontre des groupes environnementaux

À quelques reprises en cours d'année, le RNCREQ a réuni les organisations environnementales engagées dans la lutte contre les changements climatiques afin de favoriser le partage des objectifs et des activités de chacun, et pour favoriser l'adoption d'objectifs et de stratégies communes. Face à la multitude de dossiers qui touchent de près ou de loin la question du climat, ces rencontres permettent d'augmenter la capacité d'action du mouvement en favorisant la concertation et la synergie entre les groupes.

Lutte contre les algues bleu-vert

Outiller les riverains et les gestionnaires

Depuis 2007, dans le cadre du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert (PIABV), le gouvernement du Québec a confié aux CRE le mandat de mettre en œuvre des actions pour contrer la prolifération des cyanobactéries ou algues bleu-vert. Depuis lors, les CRE agissent pour combattre la détérioration globale de l'état de santé de nombreux lacs selon une approche basée sur l'action concertée et le partage d'expertise avec le milieu.

En 2014-2015, et jusqu'en 2017, le mandat des CRE en matière d'intervention sur les algues bleu-vert est reconduit et s'articule en trois axes : sensibilisation et éducation, développement de connaissances et surveillance, soutien à l'action. On trouvera le détail des actions réalisées par chaque CRE dans les pages suivantes.

Dans le domaine de la protection des lacs comme dans la plupart des autres dossiers, les CRE déploient des actions et utilisent des approches variées, en accord avec leur mission et leurs stratégies basées sur l'action concertée et le partage d'expertise avec le milieu. Dans le cadre de la présente entente avec le MDDELCC, ils fournissent des outils pour renforcer les compétences locales en matière de suivi de la santé des lacs et accompagnent les acteurs locaux vers des changements de comportement. Dans le cadre des mandats qui leur sont confiés, les CRE démontrent leur leadership en mobilisant les acteurs du milieu régional, en sensibilisant les différents intervenants concernés et en soutenant leurs actions. Le présent rapport démontre une fois de plus la diversité et la pertinence des actions posées dans la plupart des régions, la capacité de concertation des CRE et l'expertise du Regroupement.

[\[Bilan de l'action des CRE\]](#)



Au cours de cette année, le RNCREQ a enrichi et développé son **répertoire des outils pour la protection des lacs** qui est devenu un site web à part entière. Actuellement en révision de contenu, le site sera lancé officiellement au début du printemps 2016.

Enfin, le RNCREQ a conçu un guide pour l'organisation d'un forum régional d'une journée sur l'eutrophisation et les algues bleu-vert. Destiné aux CRE et aux organismes de bassin versant, le document d'une vingtaine de pages, annexe en sus, constitue un véritable guide de référence que l'on peut suivre étape par étape. Il donne toutes les ressources et les outils utiles pour élaborer la programmation, ainsi qu'un tableau détaillé des thèmes qui peuvent être abordés à un forum régional sur la protection des lacs.





FORUM NATIONAL SUR LES LACS

10 ANS SOUS SURVEILLANCE, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

forumnationalsurleslacs.org

info@forumnationalsurleslacs.org



Le RNCREQ a également participé activement à l'organisation du forum national sur les lacs orchestré par le CRE Laurentides. Plus de 300 participants, citoyens, gestionnaires du territoire, scientifiques et experts ont assisté les 11, 12 et 13 juin 2014 au troisième Forum national sur les lacs à Mont-Tremblant dans les Laurentides avec pour thème central la surveillance volontaire. Une trentaine de conférenciers se sont succédé offrant une programmation riche et diversifiée. Les thèmes de l'eutrophisation, la navigation, l'érosion, les plantes aquatiques, la réglementation sur les installations sanitaires, la gestion du castor, l'ensemencement, mais aussi la jurisprudence pour la protection des lacs et les projets de restauration ont été vivement appréciés des participants.

En plus des conférences et ateliers, de multiples activités étaient au menu, ainsi qu'un hommage rendu aux personnes œuvrant bénévolement pour la santé des lacs au Québec. Un film tourné par le CRE Laurentides a mis en valeur une douzaine de participants du RSVL à travers le Québec et quatre prix, baptisés les Secchi, furent remis à des bénévoles du RSVL pour les féliciter de leur assiduité à effectuer des mesures de transparence et l'échantillonnage de la qualité de l'eau depuis les dix dernières années.

Ce forum a permis un partage des connaissances et des échanges d'une très grande qualité en plus d'une mobilisation des participants. La présence d'un grand nombre de représentants d'associations et de municipalités de partout au Québec témoigne d'un besoin de connaissances et de mise en commun des expériences ainsi que de soutien pour poursuivre leurs actions.

Le Forum sur les lacs a reçu le Vivat « Transport et efficacité énergétique » pour ses efforts pour réduire ses émissions de GES liées aux transports, tant des organisateurs que des participants. Le concours Les Vivats rend hommage aux organisateurs d'événements qui ont des pratiques responsables.



Représentations et influence

Mémoires, auditions, positions

Mines

Octobre 2014. Le RNCREQ dépose son **mémoire à la Commission sur les enjeux de la filière uranifère** au Québec dans lequel il recommande au gouvernement d'instaurer un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec. [\[Lire le mémoire\]](#)

Développement durable

Janvier 2015. Le RNCREQ présente son **mémoire sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020** à la Commission des transports et de l'environnement. Globalement satisfait de la nouvelle stratégie, le RNCREQ fait une vingtaine de recommandations d'amélioration et insiste sur les enjeux de mise en œuvre et de suivi. [\[Lire le mémoire\]](#)

Foresterie

Octobre 2014. Le RNCREQ présente son mémoire aux audiences du Chantier sur la **production de bois**. En matière de foresterie, les CRE se positionnent en faveur de la mise en œuvre d'une gestion responsable et durable axée sur un aménagement écosystémique, une gestion intégrée des ressources et une meilleure harmonisation des usages. [\[Lire le mémoire\]](#)

30 mars 2015. Afin de sortir de la crise forestière qui a culminé avec la perte de deux certificats FSC de l'entreprise Produits Forestiers Résolu au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le RNCREQ et Boréalisation, Nature Québec, le RNCREQ et la SNAP Québec signent la plateforme *Industrie forestière québécoise : pour des solutions durables*. [\[Lire la plateforme\]](#)

Énergie

Juin 2014. Le RNCREQ présente son **mémoire** dans le cadre des audiences publiques du BAPE sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du **gaz de schiste** dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent. Pour l'organisme, les connaissances actuelles sur l'enjeu sont suffisamment préoccupantes au chapitre des émissions de GES, entre autres, pour conclure que le développement des gaz de schiste puisse un jour se faire de manière acceptable. [\[Lire le mémoire | Consulter la présentation PPT\]](#)

Février-mars 2015. Dans le cadre de la consultation sur la future politique énergétique mise sur pied par le MRN, le RNCREQ a été invité à participer à titre de partenaire aux deux premières Tables d'experts, à Montréal sur l'efficacité énergétique et à Shawinigan sur les énergies renouvelables.

Fiscalité

Octobre 2014. Le RNCREQ dépose son **mémoire à la Commission d'examen de la fiscalité** dans lequel il recommande à la Commission d'utiliser le filtre du développement durable et les seize principes de la Loi sur le développement durable pour analyser la performance de la fiscalité québécoise et pour proposer des correctifs. [\[Lire le mémoire\]](#)

Interventions et représentations

Le RNCREQ siège à 8 conseils d'administration

CQACC, Centre québécois d'action contre les changements climatiques (Philippe Bourke)
FAQDD, Fonds d'action québécois pour le développement durable (Philippe Bourke)
IRDA, Institut de recherche en agriculture durable appliquée (Isabelle Bonsant)
CQDE, Centre québécois du droit de l'environnement (Guy Garand)
RABQ, Réseau québécois de l'action bénévole (Monique Laberge)
GaïaPresse (Denis Plante)
Maison du développement durable (Isabelle Poyau)
RECYC-QUÉBEC (Monique Laberge)

Le RNCREQ est membre de 23 coalitions, tables sectorielles et comités

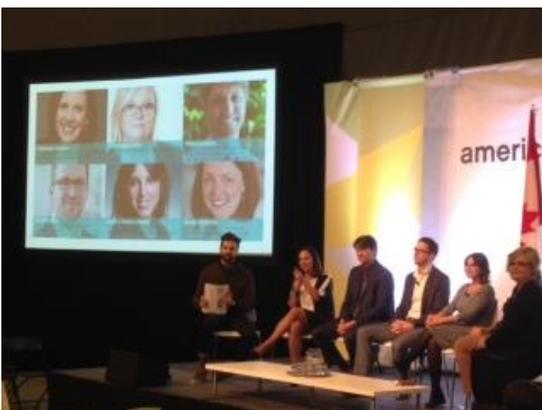
TRANSIT, SWITCH, Ouranos, RECYC-QUÉBEC, Alcoa, Médecins francophones, Vision biomasse, Pro-Consigne, Sépaq, Union internationale pour la conservation de la nature, Communagir, etc. *(voir détails à l'annexe 1)*

Le RNCREQ a participé à 17 évènements

Symposium Ouranos, Forum Saint-Laurent, Gala ROBVQ, lancement de publications de Vivre en ville, de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie, Phénix de l'environnement, colloque de l'ATUQ, lancement de la CoopCarbone, etc. *(voir détails à l'annexe 1)*

Le RNCREQ a présenté ses projets, exprimé ses positions ou donné une conférence à plus d'une trentaine de reprises

Commissions parlementaires, BAPE, EES, rencontres ciblées, rencontres de concertation, conférences, etc. *(voir détails à l'annexe 1)*



Annexe 1 – Activités de représentations

Le RNCREQ est membre des coalitions, tables sectorielles et comités suivants :

- Alliance pour le financement des transports collectifs, TRANSIT
- Centre québécois sur les espèces exotiques envahissantes
- Chantier sur les conditions favorables de Communagir
- Comité conjoint sur les matières recyclables de RECYC-QUÉBEC
- Comité consultatif de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec
- Comité consultatif sur la gestion des matières résiduelles
- Comité consultatif sur le développement durable d'Alcoa
- Comité consultatif sur les parcs nationaux du Québec
- Comité d'expert en énergie de la Commission en éthique de la science et de la technologie
- Comité de concertation sur les algues bleu-vert
- Comité de programme ÉcoBioCC d'Ouranos
- Comité de rédaction de la Déclaration santé - climat pour le Congrès Écohealth 2014
- Comité Santé-Environnement de Médecins francophones du Canada (MFC)
- Coordination des Rencontres des groupes environnementaux sur le climat
- Front commun pour une meilleure reconnaissance des organismes communautaires environnementaux (incluant le comité restreint de représentation)
- Groupe de travail sur les milieux humides
- Pro-consigne Québec
- Table d'harmonisation des parcs de la Sépaq
- Table de concertation sur le recyclage des matières organiques
- Table des emplois verts de SWITCH
- Table provinciale de concertation des indicateurs de développement durable
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Vision biomasse Québec

Le RNCREQ a assisté aux événements suivants :

- 5 @ 7 Ecotech
- Anniversaire de la consigne (Pro Consigne)
- Célébration des 15 ans du Réseau québécois des femmes en environnement
- Cinquième symposium sur l'adaptation aux changements climatiques d'Ouranos
- Colloque de l'ACFAS : « Communication et changements climatiques »
- Colloque de l'Association du transport urbain du Québec
- Colloque sur les zones périphériques de la Sépaq
- Forum Saint-Laurent, sur le thème « L'adaptation aux changements climatiques »
- Forum sur l'adaptation aux changements climatiques de l'Institut du développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador et de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
- Forum sur l'acceptabilité sociale
- Gala du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
- Gala Conscientia du CRE Montérégie
- « L'écofiscalité : nouvelle approche pour des villes durables » de La Commission de l'écofiscalité du Canada et SWITCH
- Lancement de l'« État de l'énergie au Québec » de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie
- Lancement de la Coop Carbone
- Lancement de la publication « Objectif Écoquartiers » de Vivre en ville
- Lancement du Guide sur le stationnement du CRE-Montréal
- Phénix de l'environnement
- Rendez-vous du CIRODD

Le RNCREQ a présenté ses projets, exprimé ses positions ou donné une conférence aux rencontres, instances ou événements suivants :

- BAPE : mémoire et auditions dans le cadre des audiences publiques du BAPE sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste
- Chantier sur la production de bois : mémoire et audition
- Commission d'examen de la fiscalité : mémoire
- Commission des transports et de l'environnement : mémoire et auditions sur la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020
- Commission des transports et de l'environnement : mémoire et auditions sur le projet de loi 32 modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application
- Commission sur les enjeux de la filière uranifère : mémoire et audition

Activités de représentations (suite)

- Conférence au colloque sur l'acceptabilité sociale de l'INM
- Conférence sur le développement durable au colloque régional de l'Estrie du parti libéral du Québec
- Conférence sur les changements climatiques à l'Ordre des agronomes du Québec
- Consultation de l'ÉES sur les hydrocarbures
- Consultations publiques sur la nouvelle Politique énergétique
- Écohack Montréal
- Étude du professeur René Audet sur la transition énergétique
- Évaluation du programme Écolacs du GRIL
- Forum sur l'acceptabilité sociale
- Institut du Québec (Conference Board du Canada et HEC Montréal)
- Journées annuelles de la santé publique
- Lac-à-l'épaule des directeurs et directrices des organisations environnementales québécoises
- Membre du jury pour les Prix Conscentia 2014
- Panel sur l'énergie au Forum sur le développement nordique
- Panel sur la santé et l'environnement du Réseau québécois des femmes en environnement
- Rencontre avec Alain Bourque du Consortium Ouranos
- Rencontre avec Ciment McInnis
- Rencontre avec Éric Forest, maire de Rimouski et président ex-officio de l'UMQ
- Rencontre avec Françoise Bertrand de la Fédération des chambres de commerce du Québec
- Rencontres avec Gaz Métro (développement durable, avis et approvisionnement)
- Rencontre avec l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
- Rencontre avec Léopold Gaudreau et Luc Vézina pour la Stratégie de développement durable
- Rencontre avec l'IREC pour une étude sur le programme de biométhanisation et compostage
- Rencontre avec le représentant du Club Tesla Québec
- Rencontre avec Nicolas Hulot, envoyé spécial pour le climat pour le Président de la République française
- Rencontre avec Pétrolia
- Rencontre avec Valéro
- Rencontre du MDDELCC sur le Plan Nord
- Rencontres de concertation des organisations environnementales sur les projets d'importation de sables bitumineux
- Témoignage à la Régie de l'énergie pour le plan d'approvisionnement d'Hydro-Québec Distribution
- Yves-Thomas Dorval du Conseil du patronat du Québec

Annexe 2 – Communiqués de presse

Au cours de l'année, le RNCREQ a diffusé **28** communiqués. Tous les communiqués peuvent être consultés sur le site web du RNCREQ à la section « Publications ». [[tous les communiqués](#)]

Crise en foresterie : des groupes environnementaux s'unissent pour proposer des solutions

30 mars 2015 – Afin de sortir de la crise forestière qui a culminé avec la perte de deux certificats FSC de l'entreprise Produits Forestiers Résolu au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Boréalisation, Nature Québec, le RNCREQ et la SNAP Québec tiennent aujourd'hui une conférence de presse exceptionnelle pour proposer une première piste de solution concrète. Cette plateforme en deux volets s'intitule « Industrie forestière québécoise : pour des solutions durables ».

Budget du Québec 2015 : Retour à l'équilibre ? Vraiment ?!

25 mars 2015 – À la veille du dépôt du budget du Québec, une large coalition d'organisations environnementales québécoises désire rappeler au gouvernement du Québec, à la population, aux dirigeants municipaux et aux entreprises québécoises, que la prospérité repose avant tout sur un environnement sain, capable de soutenir l'activité humaine et le développement. Cela nécessite un encadrement et des ressources appropriés, deux éléments qui font cruellement défaut au Québec depuis de nombreuses années.

Modernisation du régime de protection de l'environnement : le RNCREQ est satisfait de cette importante avancée pour le Québec

25 février 2015 – Le RNCREQ applaudit l'annonce de la modernisation du régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). C'est tout à l'honneur du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. David Heurtel, d'avoir réussi à mettre ce chantier en marche, d'autant que plusieurs autres avant lui ont échoué.

Énergie Est : devant un dossier incomplet, le RNCREQ demande la suspension des travaux de l'ONÉ

20 février 2015 – Le RNCREQ se joint aux nombreuses organisations qui, ce matin, demandent le report des échéances de l'Office national de l'énergie (ONÉ) pour l'analyse du projet Énergie Est de TransCanada.

Stratégie gouvernementale de développement durable : oui, mais donnons-nous les moyens de la mettre en œuvre

23 janvier 2015 – Le RNCREQ présente ce matin son mémoire sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 à la Commission des transports et de l'environnement. Globalement satisfait de la nouvelle stratégie, le RNCREQ fait une vingtaine de recommandations d'amélioration et insiste sur les enjeux de mise en œuvre et de suivi.

Dépôt du rapport du BAPE sur les gaz de schiste : une filière à mettre au placard

15 décembre 2014 – Le RNCREQ accueille avec une grande satisfaction le rapport d'enquête et d'audience publique sur les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent. Le RNCREQ souligne la rigueur et la qualité du travail effectué par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Il est d'ailleurs heureux que ses recommandations aient trouvé un écho favorable auprès des commissaires.

Plus de 60 groupes environnementaux appellent l'ONÉ à examiner les impacts climatiques d'Énergie Est

11 décembre 2015 – Plus de 60 groupes environnementaux à travers le Canada, dont le RNCREQ, ont envoyé aujourd'hui une lettre à Peter Watson, président de l'Office national de l'énergie, appelant l'ONÉ à inclure les changements climatiques dans son évaluation du projet de pipeline Énergie Est. Cette lettre intervient après la signature par plus de 60 000 personnes d'une pétition allant dans le même sens.

Communiqués de presse (suite)

La seconde Stratégie de développement durable enfin déposée

5 décembre 2014 – Le RNCREQ accueille avec une très grande satisfaction le dépôt du projet de Stratégie gouvernementale de développement durable. À l'instar du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, David Heurtel, qui a déclaré vouloir maintenant entendre les citoyens et les organisations de la société civile sur ce projet, le RNCREQ croit que la consultation publique est une démarche essentielle.

Faire face aux changements climatiques : le RNCREQ dévoile des brochures régionales de sensibilisation

4 décembre 2014 – Le RNCREQ profite du 6^e Symposium d'Ouranos sur les changements climatiques, pour dévoiler les brochures « Faire face aux changements climatiques ». Les seize courtes brochures, une pour chaque région (à l'exception du Nord-du-Québec), visent à sensibiliser et interpeller les décideurs sur le rôle qu'ils ont à jouer pour mieux gérer les risques climatiques.

Mise à jour économique et financière : l'action en changements climatiques à l'avant-plan

2 décembre 2014 – Équiterre, la Fondation David Suzuki et le RNCREQ réagissent positivement aux dispositions concernant la lutte contre les changements climatiques dans la mise à jour économique et financière du ministre des Finances, Carlos Leitaó. Plus précisément, ils sont satisfaits de voir que le gouvernement engage les sommes dédiées à la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques (PACC).

TransCanada Énergie Est : le gouvernement du Québec se tient debout

20 novembre 2014 – Le RNCREQ est ravi de voir que le gouvernement du Québec manifeste son autorité dans le cadre du processus d'autorisation du projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada. Il agit ainsi en toute cohérence avec la motion adoptée par l'Assemblée nationale au début du mois de novembre.

Exploration et exploitation de l'uranium : le RNCREQ recommande un moratoire permanent

17 novembre 2014 – Dans son mémoire présenté aujourd'hui aux audiences du BAPE sur la filière uranifère, le RNCREQ recommande au gouvernement d'instaurer un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec. Selon le RNCREQ, les avantages liés à l'exploitation et à l'utilisation de la ressource sont plus faibles que les effets négatifs pour les régions québécoises tout au long du cycle de vie de la filière uranifère.

Nouvelle politique énergétique : l'heure de la cohérence

7 novembre 2014 – Le RNCREQ accueille avec grande satisfaction l'annonce par le ministre Pierre Arcand de la démarche qui doit mener à l'élaboration de la nouvelle politique énergétique. Il est en effet indispensable et urgent d'adopter une politique énergétique basée sur une vision commune et rassembleuse.

Motion sur Énergie Est : l'Assemblée nationale affirme le leadership du Québec

6 novembre 2014 – Le RNCREQ se réjouit de la motion adoptée par l'Assemblée nationale sur le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada. Elle réaffirme ainsi ses compétences en matière d'évaluation environnementale et son leadership dans la lutte contre les changements climatiques.

Commission d'examen sur la fiscalité Réduire le déficit tout en protégeant l'environnement : c'est possible !

30 octobre 2014 – Comme plusieurs autres intervenants, c'est aujourd'hui que le RNCREQ rend public le mémoire qu'il a déposé à la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise et dans lequel il recommande principalement aux commissaires d'utiliser le filtre du développement durable et les seize principes de la Loi sur le développement durable pour analyser la performance de la fiscalité québécoise et pour proposer des correctifs.

Première étude d'impacts économiques
Réduire la consommation de pétrole pourrait créer 130 000 emplois en 6 ans

28 octobre 2014 – Le RNCREQ dévoile ce matin une première étude portant sur les bénéfices économiques d'une réduction de la consommation de pétrole. L'étude révèle que le Québec, s'il réduisait de 16 % sa consommation de pétrole d'ici six ans dans le secteur des transports routiers, améliorerait significativement le solde de sa balance commerciale. En effet, c'est 20 milliards de dollars en six ans qui, au lieu d'être envoyés à l'extérieur du Québec, stimuleraient l'économie d'ici, le développement régional, de même que la création d'emplois. On estime d'ailleurs à plus de 130 000 les emplois directs et indirects. En transformant leurs habitudes de consommation, les ménages québécois pourraient de leur côté réaliser des économies de 2 000 \$ à 4 000 \$ par année, soit suffisamment pour presque doubler le budget qu'ils accordent aux loisirs.

Journée de l'Arbre de la santé
Les arbres en milieu urbain : garants de la qualité de vie et de la santé !

23 septembre 2014 – Médecins francophones du Canada et le RNCREQ sont fiers de s'associer encore cette année pour la promotion de la septième Journée de l'Arbre de la santé qui sera soulignée demain, 24 septembre. Il s'agit d'un rendez-vous unique et original qui vise à marquer le lien entre santé et environnement par le biais de plantation d'arbres sur le terrain d'établissements de santé dans plusieurs régions du Québec.

Colloque EcoHealth 2014 : un appel à l'action clair de la communauté scientifique
pour la lutte aux changements climatiques

15 août 2014 – Réunis à Montréal lors du colloque EcoHealth 2014, plus de 500 experts en environnement et en santé ont lancé un appel à l'action afin de trouver des solutions pour s'attaquer de toute urgence aux impacts des changements climatiques sur la santé des humains, des animaux et sur l'environnement mondial.

Plan d'action sur les hydrocarbures : des précisions rassurantes

11 juillet 2014 – Le RNCREQ accueille favorablement l'état d'avancement du Plan d'action sur les hydrocarbures présenté aujourd'hui par les ministres Pierre Arcand (Énergie et Ressources naturelles) et David Heurtel (Développement, durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques). Le Regroupement est particulièrement satisfait de voir que le plan d'action permettra enfin de répondre à une question fondamentale que bien des gens se posent : les bénéfices que certains entrevoyent dans un éventuel développement des hydrocarbures sont-ils bien réels ?

Fin des audiences du BAPE sur les gaz de schiste : le doute persiste

19 juin 2014 – Alors qu'a pris fin hier la seconde partie des audiences du deuxième BAPE sur les gaz de schiste, le RNCREQ juge que le gouvernement n'a pas encore toutes les données en main pour dissiper les doutes liés aux nombreux impacts négatifs du développement de cette filière. Dans son mémoire déposé au BAPE, le RNCREQ recommande donc au gouvernement de parfaire et de parachever les travaux du comité de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste dans le cadre de l'ÉES globale sur les hydrocarbures récemment annoncée.

Des groupes environnementaux et citoyens demandent un BAPE sur le projet d'oléoduc Énergie Est
de TransCanada et invitent Québec à se doter d'un pouvoir d'autorisation

12 juin 2014 – D'importants groupes environnementaux et citoyens, dont le RNCREQ, ont envoyé aujourd'hui une lettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour lui demander de mandater le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour qu'il étudie spécifiquement le projet de pipeline Énergie Est de TransCanada et que le Québec se dote d'un pouvoir d'autorisation de ce projet.

Communiqués de presse (suite)

Forum national sur les lacs : 10 ans sous surveillance, où en sommes-nous ?

11 juin 2014 – La 3^e édition du Forum national sur les lacs s’ouvre aujourd’hui à Mont-Tremblant. Trois cents participants, citoyens, gestionnaires du territoire, scientifiques et experts sont attendus pour cet événement d’envergure dont la dernière édition remonte à juin 2008.

Plan d’action sur les hydrocarbures : le RNCREQ salue l’approche globale du gouvernement

30 mai 2014 – Le RNCREQ salue l’annonce du Plan d’action gouvernemental sur les hydrocarbures : les processus d’analyse annoncés par les ministres Pierre Arcand et David Heurtel sont dictés par la prudence et la rigueur scientifique.

BAPE sur les mines d’uranium : Premières nations, groupes citoyens, médecins et organismes de la société civile réclament le maintien du moratoire québécois

8 mai 2014 – Suite à la publication d’une [nouvelle étude](#) de la Santé publique du Québec et à l’aube de consultations du BAPE sur les enjeux de la filière uranifère, des représentants des Premières nations, des groupes citoyens, des médecins et des organismes de la société civile demandent au nouveau gouvernement de Philippe Couillard de maintenir le moratoire québécois sur les mines d’uranium. Les organismes demandent également que les pré-consultations [annoncées mardi](#) par le BAPE puissent servir à mieux définir l’ensemble des enjeux qui devront être évalués, notamment les risques pour la santé et l’environnement, la gestion à perpétuité des résidus miniers radioactifs, l’utilisation de l’uranium et de ses dérivés à des fins militaires, ainsi que les coûts-bénéfices de l’uranium par rapport aux autres sources d’énergie. Ils réclament également le respect des droits et des intérêts des Premières nations tout au long du processus.

Nouveau Conseil des ministres : la lutte aux changements climatiques au rang des priorités

23 avril 2014 – Le RNCREQ félicite David Heurtel, député de Viau, pour sa nomination à titre de ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. La nouvelle appellation du ministère, auquel on ajoute la « lutte contre les changements climatiques », témoigne de l’importance de cet enjeu pour le gouvernement.

Un 3^e Forum national sur les lacs sur le thème de la surveillance volontaire

14 avril 2014 – Le RNCREQ et le Conseil régional de l’environnement des Laurentides sont fiers d’inviter les acteurs clés de la protection des lacs du Québec au troisième Forum national sur les lacs qui se déroulera les 11, 12 et 13 juin prochains à Mont-Tremblant. Plus de trois cents participants, citoyens, gestionnaires du territoire, scientifiques et experts sont attendus pour cet événement d’envergure dont la dernière édition remonte à juin 2008.

Un 3^e Forum national sur les lacs sur le thème de la surveillance volontaire

14 avril 2014 – Le RNCREQ et le Conseil régional de l’environnement des Laurentides sont fiers d’inviter les acteurs clés de la protection des lacs du Québec au troisième Forum national sur les lacs qui se déroulera les 11, 12 et 13 juin prochains à Mont-Tremblant. Plus de trois cents participants, citoyens, gestionnaires du territoire, scientifiques et experts sont attendus pour cet événement d’envergure dont la dernière édition remonte à juin 2008

Annexe 3 – Répertoire des CRE

01 - Bas-St-Laurent

Présidence : Yanick Gendreau
Direction : Luce Balthazar
88, Saint-Germain Ouest,
bur. 104
Rimouski G5L 4B5
418 721-5711
crebsl@globetrotter.net

02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean

Présidence : Monique Laberge
Direction : Tony Tremblay
540, Sacré-Cœur Ouest
suite 7, Plaza II
Alma G8B 1M2
418 662-9347
credd@creddsaglac.com

03 - Capitale-Nationale

Présidence : Étienne Grandmont
Direction : Alexandre Turgeon
870, rue Salaberry, bureau 312
Québec G1R 2T9
418 522-0006 poste 3161
info@cre-capitale.org

04 - Mauricie

Présidence : Maurice Poudrier
Direction : Patrick Simard
580, rue Barkoff - bur. 203
Trois-Rivières G8T 9T7
819 694-1748
info@cre-mauricie.com

05 - Estrie (CREE)

Présidence : Pierre Morency
Direction : Jacinthe Caron
Direction intérimaire : Danielle Giroux
165, rue Moore, bur. 300
Sherbrooke J1H 1B8
819 821-4357
cree@environnementestrie.ca

06 - Montréal

Présidence : Gilles Dubois
Direction : Coralie Deny
50, rue Sainte-Catherine Ouest
bur. 300
Montréal H2X 3V4
514 842-2890
info@cremtl.qc.ca

07 - Outaouais (CREDDO)

Présidence : Riccardo Rossi-Ricci
Direction : Benoît Delage
115, bd Sacré-Cœur - bur. 204
Gatineau J8X 1C5
819 772-4925
info@creddo.ca

08 - Abitibi-Témiscamingue (CREAT)

Présidence : Jacinthe Châteauevert
Direction : Clémentine Cornille
26, Monseigneur Rhéaume Est
bur. 101
Rouyn-Noranda J9X 3J5
819 762-5770
info@creat08.ca

09 - Côte-Nord

Présidence : François Marceau
Direction : Sébastien Caron
818, boulevard Laure, local 104
Sept-Îles G4R 1Y8
418 962-6362
info@crecn.org

11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CREGIM)

Présidence : Steve Pronovost
Direction : Caroline Duchesne
106A, rue Port-Royal, bur. 103
Bonaventure G0C 1E0
418 534-4498
cregim@globetrotter.net

12 - Chaudière-Appalaches (CRECA)

Présidence : Guy Lessard
Direction : Cosmin Vasile
2485, rue Sainte-Hélène
Lévis G6Z 7K7
418 832-2722
creca@creca.qc.ca

13 - Laval

Présidence : Enrico Asselin
Direction : Guy Garand
3235, bd St-Martin Est bur. 218
Laval H7E 5G8
450 664-3503
guy.garand@credelaval.qc.ca

14 - Lanaudière

Présidence : Francis Bergeron
Direction : Vicky Violette
365, rue Saint-Louis, C.P. 658
Joliette J6E 7N3
450 756-0186
crel@crelanaudiere.ca

15 - Laurentides

Présidence : Philippe Roy
Direction : Anne Léger
517 rue Saint-Georges
Saint-Jérôme J7Z 5B6
450 565-2987
info@crelaurentides.org

16 - Montérégie (CREM)

Présidence : Philippe Blais
Direction : Vincent Moreau
1150, Saint-Laurent Ouest
Longueuil J4K 1E3
450 651-2662
info@crem.qc.ca

17 - Centre-du-Québec (CRECQ)

Présidence : Gilles Brochu
Direction : Isabelle Bonsant
400, rue Hériot, 2^e étage
Drummondville J2B 1B3
819 475-1048
info@crecq.qc.ca



Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement

50, rue Sainte-Catherine Ouest

Bureau 380.A

Montréal H2X 3V4

514 861-7022

www.rncreq.org

www.twitter.com/RNCREQ